

Traduction : F. Pierre Mourier

Frères des Écoles Chrétiennes
Via Aurelia 476
00165 Rome, Italie

Février 2006

ONG catholiques et CCIC

Année Internationale de la Famille

Présentation

1994 fut l'Année Internationale de la Famille.

A cette occasion notre Institut convoqua un premier Colloque à Rome intitulé *Les Familles* où se rencontrèrent 60 lasalliens venus du monde entier. Le Bulletin de l'Institut N° 245 présenta les problématiques de la thématique ainsi qu'une série de conclusions pratiques adressées à tous les éducateurs lasalliens.

12 ans ont passé.

Il est bon que nos communautés éducatives reprennent la réflexion de base et les pratiques en cours sur une thématique aussi essentielle pour les enfants et les jeunes mais aussi pour la collaboration indispensable entre parents et éducateurs.

Cela nous permettra de voir la pertinence toujours actuelle de nos conclusions de 1994 et la force inspiratrice qu'elles gardent.

C'est dans cet esprit que nous proposons ici le texte bilan du groupe FAMILLE constitué des ONG Catholiques avec lesquelles collabore le Centre Catholique pour l'UNESCO (CCIC). Ce groupe a tenté de repérer les avancées internationales ainsi que les résistances, reculs, défis auxquels les familles sont confrontées dans le monde de 2004, dix ans après la tenue de la première Année Internationale de la Famille.

Ce texte ne dit pas tout mais il présente un certain nombre de tendances qui peuvent nous donner des clés de lecture de nos réalités régionales et ainsi nous inciter à plus d'engagement sur un terrain que les lasalliens n'investissent pas assez.

Que le groupe Famille des ONG Catholiques et le CCIC soient ici vivement remerciés pour leur grande stimulation.

F. Nicolas Capelle

Introduction

En 1994, les Nations Unies invitaient les Etats du monde entier à célébrer l'Année Internationale de la Famille (AIF). A l'UNESCO, un groupe de travail d'ONG a été constitué : des ONG catholiques y ont joué un rôle moteur.

En 2004, les Nations Unies célèbreront le dixième anniversaire de l'AIF. Des ONG catholiques - en relation avec l'UNESCO et en lien avec le Saint-Siège - tiennent à apporter une contribution à cet événement. Il paraît en effet fondamental de permettre à la famille, « première cellule de base de la société », de s'acquitter des fonctions qui lui incombent, notamment en matière de développement social et économique, éthique et culturel.

Or, on l'avait déjà constaté il y a dix ans, un soutien de l'Etat et de la société est essentiel pour que la famille puisse faire face à ses responsabilités. D'autre part, les modèles familiaux de référence évoluent en fonction du contexte économique, politique et social. La famille présente un visage multiforme : famille nucléaire, traditionnelle, monoparentale, recomposée... Il nous a paru important de rechercher si ce phénomène se ralentit, se stabilise ou s'accélère, et, à partir des résultats obtenus, d'élaborer des propositions d'action susceptibles d'influencer les responsables politiques, les décideurs économiques et la société civile.

En octobre 2002, un questionnaire a été envoyé aux secrétariats généraux des ONG/UNESCO ayant fait partie du « Groupe Famille » initial et à un certain nombre d'organisations intéressées en leur demandant de le diffuser au maximum à leurs membres travaillant sur le terrain (cf. annexes). Ils étaient invités à faire remonter ce qu'ils avaient pu constater comme évolutions dans les structures familiales, dans les comportements au sein de la famille, dans l'influence de la société sur les familles, dans les politiques familiales de leur pays et les actions qui en découlent. A partir de ces constats et des expériences de terrain, chacun était incité à formuler des propositions d'action dans les domaines de compétence de l'UNESCO : éducation, science et éthique, culture et développement, communication, sciences sociales et humaines.

Cent cinquante réponses collectives ont été renvoyées provenant de quarante pays des cinq continents représentant des expériences, des cultures et des traditions très différentes. La synthèse qui en a été faite n'apporte évidemment pas un état des lieux exhaustif de l'évolution actuelle de la famille et les rédacteurs ont respecté les points de vue émanant du terrain. Faisant ressortir des points forts et soulignant des convergences, cette synthèse permet de présenter des suggestions pertinentes, reflets des attentes et des besoins. Ces propositions sont présentées ici pour être prises en considération dans la politique générale des Etats et influencer les opinions publiques.

CONSTATS

Tout en reconnaissant à la famille le rôle de cellule de base de la société et en affirmant qu'il y a des familles qui fonctionnent bien, le tableau dessiné dans les réponses reçues est souvent sombre.

On peut avancer à cela trois raisons :

- l'importance des attentes concernant la famille,
- l'activité principale d'un grand nombre d'ONG qui ont répondu (lutte contre la pauvreté, éducation, condition de la femme, protection de l'enfant, paix, secteurs qui ne donnent pas lieu à un optimisme débordant),
- la mondialisation dans son acception négative (succession des crises économiques, individualisme et consumérisme, accélération des changements).

1. Evolution des structures et des modeles

Un modèle culturel et religieux moins lisible

Toutes les réponses, qu'elles viennent de l'un ou l'autre continent, signalent la fragilisation des couples. Partout les divorces ont augmenté et les mariages sont plus tardifs. Parmi les causes de ce délai, le refus de s'engager, la longueur des études, la pauvreté, la cohabitation, le non-désir d'enfant. En Fédération de Russie, on nous rapporte que 42% des couples n'ont pas d'enfants.

Tous disent que la cohabitation a augmenté : « Pourquoi donc se marier puisque la société accepte l'union libre ». Une réponse d'Amérique Latine précise que le mariage a souvent lieu quand l'enfant doit aller en classe. La notion d'enfant naturel se banalise ; on ne fait pratiquement plus la différence en Europe et plusieurs réponses d'Australie emploient l'expression de « parentalité de facto ». En Slovaquie, un enfant sur cinq naît hors mariage, (un enfant sur quatre dans l'Union Européenne). Une réponse de l'Inde, par contre, signale que la proportion de couples non mariés y est négligeable.

En Amérique Latine on précise que le mariage, fait religieux, a perdu de son aura plus que le mariage, fait social. Certaines réponses signalent qu'on ne sait plus vraiment ce qu'est une famille ; mais d'autres, en Amérique Latine, sur le pourtour méditerranéen, aux Philippines, en Inde, insistent sur le nombre de mariages, religieux ou traditionnels qui tiennent dans la durée, ce qui montre la persistance de l'institution un peu partout et plus particulièrement en zone rurale.

En Afrique, où l'on constate la même évolution qu'ailleurs, la tradition ancestrale reste cependant forte et : « On ne se marie pas pour se séparer ». Au Sénégal il y a un mouvement qui tente d'imposer à tous des éléments du code familial musulman. Plusieurs réponses, réparties dans tous les continents, signalent la diminution du nombre d'enfants.

Un certain nombre de réponses disent qu'on voit davantage de couples homosexuels affichés. En Nouvelle Zélande, on précise

que la fécondation in vitro est possible pour les femmes seules et les lesbiennes.

Des transferts de responsabilité

On retrouve partout l'augmentation du nombre de femmes chefs de famille, par suite de divorce, d'abandon, de veuvage (dû de plus en plus au sida, à la violence, aux conflits intranationaux), soit par célibat choisi. Les conséquences au point de vue affectif et économique sont souvent importantes, bien qu'une plus grande attention soit heureusement portée à ces familles en Europe et en Amérique Latine.

Si l'on considère qu'il y a famille dès que l'enfant paraît, on peut parler ici de la fréquence, souvent mentionnée un peu partout, des grossesses précoces avec plusieurs réalités : cohabitation plus ou moins difficile avec les parents, rejet de ou par la famille avec tous les risques que cela entraîne, pression pour avorter.

En Europe, le terme de famille monoparentale recouvre aussi la notion de père seul, bien que ce ne soit souvent qu'une étape dans sa vie. Les familles recomposées y sont en forte hausse, avec des fonctions parentales assez floues (comment nomme-t-on les grands-parents de l'enfant de votre belle-mère ?), flou plus évident en ce qui concerne la fonction paternelle. Mais un nouveau modèle de garde alternée commence à se répandre, les enfants vivant une partie de la semaine avec la mère, l'autre avec le père. La hausse des familles recomposées est aussi largement mentionnée en Amérique Latine. On désigne souvent ce phénomène comme cause du manque de repères chez les enfants.

On signale également le cas des grands-parents devenant chefs de famille quand le couple a éclaté, ou quand les parents sont partis au loin chercher du travail, ou quand ils sont morts du sida : ceci est aussi vrai en Ukraine qu'en Argentine ou à Ouagadougou. L'Europe et l'Australie signalent l'importance du rôle des grands-parents dans les familles nucléaires classiques quand les deux parents travaillent.

Une nouvelle gestion de l'espace

Beaucoup signalent que les mouvements de migration campagne/ville ou bien vers les pays plus riches sont aussi une cause de

l'éclatement des familles, ceci surtout pour des raisons économiques, mais aussi en cas de conflits. On évoque le mouvement important de femmes qui partent pour trouver un travail.

Plusieurs parlent du nombre de familles intergénérationnelles pour des raisons économiques : difficulté de trouver du travail, difficulté de trouver un logement à bas prix ; on habite avec les grands-parents ; les jeunes restent chez leurs parents tard dans l'âge adulte. A l'inverse, on signale, dans les pays en développement, la dissolution de la famille intergénérationnelle à cause d'un habitat urbain non adapté. En Fédération de Russie, la famille traditionnelle, quatre grands-parents, deux parents mariés et les enfants dans un même lieu géographique, ne représente plus que 2% des familles dit-on.

Ce terme d'intergénérationnel est utilisé dans un questionnaire du Bénin pour définir la situation encore fréquente des très jeunes filles mariées par les parents avec des hommes âgés. Cette situation se retrouve paradoxalement en Australie, où de jeunes Asiatiques sont attirées pour épouser des Australiens âgés.

En Europe, on signale l'augmentation des personnes qui vivent seules (11% de la population européenne) : célibataires ou personnes âgées, et le nombre croissant des vieilles personnes finissant leur vie dans des institutions sur lesquelles les familles se déchargent de leur responsabilité. Le délaissement des personnes âgées n'est pas signalé en Amérique Latine. Par contre la Nouvelle Zélande et l'Australie évoquent les villages de retraités, alors que les familles aborigènes continuent à vivre ensemble à trois ou quatre générations.

Un certain nombre de questionnaires d'Amérique Latine et d'Afrique signalent aussi le cas des enfants seuls et l'apparition dans cette catégorie des enfants soldats.

Plusieurs réponses parlent des familles interculturelles qui augmentent avec les mouvements de population : situation difficile à gérer, surtout quand le niveau d'éducation dans le couple n'est pas le même ; en Afrique du Sud, une réponse indique que ces familles ont le même besoin de conseil et de soutien que les foyers désunis. Dans les pays, comme le Sénégal, où la culture est peu homogène du fait de religions différentes, les mariages interculturels sont difficiles ou même carrément rejetés, selon les grou-

pes. Des réponses de Nouvelle Zélande ou de Namibie présentent les mariages multiculturels comme un enrichissement, « un bon exemple d'humanité » et même comme plus stables.

L'évolution déjà constatée il y a 10 ans s'est donc accélérée et généralisée : la famille, par définition sans cesse en évolution en raison du temps qui passe, devient multiforme, mais elle est toujours là, objet d'autant d'attentes que de critiques.

2. Evolution des comportements

Des comportements nouveaux qui tendent à se généraliser

Les changements de structures dans les familles entraînent des conséquences sur les comportements des couples, des parents (père et mère) et des enfants.

On peut noter ainsi :

- Une vie professionnelle absorbante, souvent pour les deux parents, alors que la mère reste celle qui s'occupe le plus des enfants. Le consumérisme, la recherche du profit ou au contraire la simple recherche de moyens de vivre et la difficulté de trouver un travail, entraînent un manque de disponibilité des parents vis à vis de leurs enfants. C'est un constat quasi unanime.
- La transmission plus difficile des valeurs familiales surtout quand existent des problèmes relationnels : le fossé générationnel est bien présent, quoi qu'ayant tendance à se combler en Europe comme en Amérique Latine car les enfants sont laissés très libres. Les normes religieuses, sociales et culturelles sont moins lisibles. De nombreuses réponses parlent de contre-exemple donné par les adultes.
- La concurrence des « groupes secondaires » (amis, clubs, discothèques) et de la télévision qui « socialisent » autrement, inculquant d'autres valeurs (ne donnant aucun élément de jugement critique permettant de se remettre en question, précise-t-on), et d'autres habitudes.
- La plus grande instruction des enfants par rapport à des parents peu instruits voire analphabètes qui aboutit parfois à un manque de confiance, à une incompréhension (surtout quand s'ajoute le conflit entre deux cultures) et parfois à de l'irrespect.
- Les difficultés économiques qui compliquent l'exercice des fonctions familiales, surtout quand elles perdurent, troublent l'ensemble du mode de vie et sont vécues sous forme d'exclusion. L'obligation pour les enfants de contribuer au

soutien économique de la famille n'est pas forcément nocive quand elle ne s'accompagne pas de violences et quand elle laisse une possibilité d'instruction.

- Un excès d'activités extra-scolaires qui touche un certain nombre d'enfants dans les pays développés. Apporter des réponses seulement matérielles à des désirs de leurs enfants est une façon de se déculpabiliser pour des parents insuffisamment disponibles ou divorcés.

Dispersion des familles

Qu'elle soit due à la séparation du couple, aux ravages du sida, à l'expatriation d'un des parents ou d'un ou plusieurs enfants, c'est une réalité très fréquemment évoquée.

Beaucoup soulignent que cela complique l'exercice des multiples rôles de la famille. On note que, face à l'éclatement familial dû à la mésentente des parents, les jeunes sont souvent moins tentés de fonder leur propre famille ; de plus, leurs priorités sont fréquemment le développement personnel et la carrière, ou simplement le besoin d'assurer sa vie quotidienne, d'où un sentiment d'insécurité face à l'avenir. La décision du mariage est souvent associée au désir d'enfant et intervient alors avec la naissance du premier enfant, mais cela est loin d'être toujours le cas dans les pays développés aussi bien qu'en Amérique Latine.

Le rôle des grands-parents est souvent signalé : ils sont appelés à remplacer les parents quand la famille nucléaire est bouleversée par l'une ou l'autre raison citée plus haut. En tant que grands-parents ils sont jugés très importants car ils transmettent une éducation plus structurée que les parents, dit une réponse de Grèce ; pour d'autres, ils ont l'avantage de pouvoir proposer et non d'imposer. Leur éloignement est déploré un peu partout.

Affaiblissement du sens de la responsabilité parentale

En Europe surtout, on relève la régression de la responsabilité parentale, assumée alors en partie par certains services sociaux. En Afrique on constate aussi un désengagement des parents, leur inaptitude à participer aux orientations et décisions qui forgent la vie et la destinée de leurs enfants. La recherche de l'aisance matérielle prévaut au détriment du rôle éducatif. Certains constatent aussi que les familles vivant dans des villages africains ont les

mêmes difficultés avec leurs enfants que les familles très pauvres vivant dans les pays industrialisés.

Dans ces derniers, les parents, peu ou pas préparés à leur rôle, sont désorientés par leurs enfants : « Etre parents ne s'est pas transmis correctement d'une génération à l'autre », et l'absence de dialogue est souvent citée. Les mères, quand elles sont seules face aux responsabilités familiales, n'osent pas toujours s'opposer aux enfants par crainte de perdre leur amour. On pousse les enfants à la réussite personnelle. On constate qu'en cas de séparation du couple l'autorité est plus difficile à exercer.

Cependant, en Europe, mais aussi en Amérique latine, on se réjouit généralement du meilleur investissement des pères et du co-exercice de l'autorité parentale (facilité par la présence de deux salaires précise une réponse canadienne). On tient compte davantage du jugement des enfants même jeunes.

Importance de la coopération famille/école

Beaucoup de réponses expriment une confiance dans l'institution scolaire, lieu de transmission du savoir et des valeurs ; mais dans de trop nombreux pays, face à la pauvreté, face au travail des enfants, la famille est impuissante à assurer une scolarisation normale ou ne la considère pas comme une priorité. Cependant, au Ghana, une réponse rapporte que le nombre de filles scolarisées a augmenté de façon appréciable et, à Madagascar, une ONG signale avoir obtenu du gouvernement local la gratuité de l'école pour le groupe d'enfants très pauvres qu'elle soutient.

Dans les pays développés, on constate un désintérêt des jeunes pour l'école qui n'est plus l'unique source de savoir, d'autant plus que les nouveaux modes de vie ne favorisent pas la coopération des parents avec cette dernière. D'ailleurs, parents comme enseignants sont mal préparés, pour la plupart, à cette coopération.

On demande beaucoup à l'école : les parents ont tendance à transférer leurs responsabilités sur elle, tout en étant moins exigeants sur l'éducation que sur les résultats scolaires.

Montée de la violence

Partout il est fait mention de l'augmentation de la violence familiale, quoique certaines réponses disent ne pas l'avoir rencontrée.

En Afrique comme en Europe ou en Amérique Latine, on incrimine la progression de l'individualisme qui rompt le lien social et familial, le machisme, les conditions de vie difficiles, l'alcoolisme et le chômage, l'insatisfaction des frustrés du consumérisme, l'opposition des cultures, la violence de la société elle-même.

Les ONG qui approchent ces situations énumèrent la violence dans le couple (surtout contre la femme, allant jusqu'à la mort, quelquefois suivi du suicide du mari), la violence contre les enfants (ce qui provoque parfois leur départ, y compris chez les filles, avec tous les dangers que cela comporte), la violence envers les personnes âgées, et l'apparition de la violence des jeunes envers leurs parents.

Dans presque toutes les réponses, il est signalé que la violence augmente dans la société, dans la famille, à l'école ; mais il est suggéré assez souvent qu'il y a une plus grande sensibilité au phénomène de violence dans la famille et qu'elle est plus facilement dénoncée : les médias montrent des exemples de violence insupportables, mais ils aident aussi à faire prendre conscience de ce problème.

Quelques points particuliers

Famille et condition féminine : l'enquête montre que l'égalité garçon/fille est souvent fictive (point signalé en Inde par exemple). Cependant, on note en Europe, que les filles font les mêmes études que les garçons et qu'il y a un réel progrès vers l'égalité professionnelle...

Les garçons continuent à être moins sollicités pour les tâches domestiques. On exige plus des filles qui néanmoins réussissent fréquemment mieux à l'école. Souvent (Afrique, Asie), la situation est ambiguë : il y a réellement pour elles un meilleur accès à l'éducation, y compris à l'université, d'où une plus grande possibilité de vie professionnelle, et une plus grande liberté pour le choix du mariage et du mari. Cependant, le mariage forcé perdure, il est noté une augmentation des filles de 14/18 ans se livrant à la prostitution, de nombreuses victimes de l'excision et de la violence familiale, des difficultés d'emplois entraînant des tensions quand les filles restent à la charge de la famille.

On signale que le progrès dans l'égalité du traitement garçon/fille, peut être accompagné de trop de promiscuité, car étant donné le

contexte de liberté dans lequel sont élevés les jeunes, cela facilite la cohabitation avec des cas trop nombreux de grossesse précoce. Dans les pays riches, on note, avec l'importance donnée au corps, l'augmentation des phénomènes d'anorexie ou de boulimie.

La tâche des femmes dans la famille est plus complexe du fait de l'importance donnée à l'épanouissement personnel qui s'ajoute à la nécessité de travailler à l'extérieur, à la précarité des liens conjugaux, aux multiples incertitudes concernant l'éducation des enfants.

Grâce à des actions soutenues par des ONG, on voit des mères de familles démunies améliorant l'exercice de leur fonction éducative, en même temps qu'elles s'investissent dans des programmes de formation et d'amélioration du niveau de vie.

La contraception signifie la liberté de choix (l'enfant que je veux quand je veux), le primat de la décision de la femme, et la participation du couple à la réalisation de politiques démographiques, jugées par un certain nombre comme nécessaires au développement. Elle facilite aussi des conduites irresponsables, surtout chez l'homme précisent certaines réponses qui y voient le retour de la « femme-objet ».

Les enfants livrés à eux-mêmes : suite à un refus d'une discipline familiale et de diverses carences ou violences familiales, des enfants quittent, épisodiquement ou définitivement, la famille et sont exposés à l'influence des gangs, des sectes, aux réseaux de drogue et de prostitution de plus en plus organisés, à la violence, à la délinquance. L'Amérique Latine et l'Afrique évoquent le cas douloureux des enfants de la rue.

En Afrique, où la famille élargie était une sauvegarde possible, on note qu'elle tend à disparaître, au moins dans les villes.

Les familles immigrées : désorientées par le partage entre le mode de vie de leur culture d'origine et la culture du pays d'accueil, elles risquent de continuer à mener une vie en marge et de s'intégrer difficilement surtout quand elles sont victimes du chômage néfaste à l'autorité parentale. Les parents ne savent pas comment agir avec leurs enfants plus perméables à la culture du pays d'accueil et peuvent difficilement leur offrir des exemples d'insertion réussie. En outre, les autochtones voient dans ces nouveaux arri-

vants une menace pour leur emploi, surtout dans les pays pauvres. Dans les familles musulmanes, le problème d'adaptation est plus difficile pour les femmes et les filles.

Les liens dans la famille se relâchent souvent, par nécessité ou par choix. L'affectivité tient une large place dans les comportements et l'adaptation à une réalité instable nécessite des changements dans les rôles de chacun.

3. Evolution de l'influence sur la Famille des grands problèmes de société

Les familles reflètent les problèmes de la société, nous dit une réponse d'Amérique Latine, et la société reflète les problèmes vécus dans les familles. On peut ajouter que la question sociale est en grande partie conditionnée par la situation économique, que celle-ci ait pour origine la mondialisation ou des circonstances particulières aux Etats.

On peut distinguer quelques grandes lignes significatives que l'on retrouve dans les réponses de tous les continents.

Une vie au jour le jour pour le plus grand nombre

Le chômage est le problème récurrent qui déstabilise les familles, qu'il soit endémique comme dans beaucoup de pays, y compris en Europe ou qu'il soit le résultat d'une crise économique qui bouleverse le tissu social comme en Argentine où des familles de la classe moyenne ont basculé d'un coup dans la pauvreté (deux millions de personnes en six mois précise une réponse).

Les jeunes des pays industrialisés ont du mal à trouver un travail stable et retardent leurs projets de fonder une famille. Les chefs de famille, quelles que soient leurs qualifications peuvent être atteints par le chômage de façon durable et c'est alors à la femme d'assumer le rôle de pourvoyeur économique, ce qui peut s'accompagner d'une déstabilisation familiale. Le chômage structurel atteint de très nombreuses familles et, quand les deux parents sont au chômage, l'assistanat y tue la valeur « travail ». Les pays d'Europe centrale et orientale sont aussi fortement touchés par le chômage. Beaucoup de réponses d'Argentine blâment, comme l'Europe, la politique d'assistanat qui prive les parents de leur dignité et d'une part de leurs responsabilités.

La pauvreté est la conséquence, mais aussi la cause du chômage : manque de qualification, manque d'accès au marché du travail, manque de confiance en soi... Presque toutes les réponses mentionnent le fossé qui se creuse entre les riches et les pauvres dans

leur pays. Les familles pauvres élaborent des stratégies de survie qui passent souvent par le travail informel : en Amérique Latine tous les membres de la famille s'y mettent, y compris les enfants très jeunes qui réussissent mieux dans certains « petits boulots » ; mais ils sont plus facilement exposés aux dangers de la rue et risquent de perdre la jouissance de droits qui leur sont spécifiques : droit à l'éducation, droit aux jeux, droit à la protection... En Afrique, on précise que les mères de famille se débrouillent généralement mieux que les pères pour assurer la survie quotidienne. Souvent alors le rôle de maternage est confié à la fille aînée. La prostitution est malheureusement une stratégie de survie de plus en plus répandue.

La pauvreté est néfaste à la famille car elle prive ses membres, particulièrement les enfants, d'opportunités de développement personnel et social affirme une réponse de Pologne ; elle peut aussi engendrer l'alcoolisme et la violence. Cependant, les solidarités familiales empêchent souvent le naufrage dans la misère et le désespoir et il est fréquent que les enfants soient une source d'espoir et d'énergie.

La migration est une réponse très répandue à la pauvreté et au chômage. Les ruraux abandonnent une agriculture qui ne rapporte plus assez ou bien se déplacent d'un bout du pays à l'autre parce que la politique suivie accroît les inégalités entre régions, comme en Inde. La campagne se désertifie et les banlieues urbaines deviennent des ceintures déshéritées où les nouveaux arrivants ont du mal à concilier culture rurale et urbaine. Ils sont souvent exploités, exclus par les précédents arrivants et parfois victimes de sectes qui contribuent à l'éclatement des familles.

Quand les familles migrantes arrivent de pays en développement vers les pays développés, le choc culturel est plus grand encore. On rapporte l'inadéquation de l'école avec les besoins ; les femmes peu éduquées, ne connaissant pas la langue, accèdent difficilement, ainsi que leurs enfants, aux services publics. Beaucoup de réponses font état du « problème » de l'immigration : problème d'accueil, problème d'intégration, problème de pauvreté, pour conclure en général qu'un certain nombre de familles s'intègrent bien, le travail étant reconnu comme le moteur de cette intégration.

En Namibie, en République Dominicaine, on témoigne de la dif-

ficulté pour les pays en développement d'accueillir les familles migrantes ou réfugiées de pays voisins.

De nombreuses réponses font état des conséquences de la dispersion des familles sur leurs membres : grands-parents qui jouent le rôle de parents ou qui ne peuvent plus remplir leur rôle de grands-parents ; parents âgés éloignés de leurs enfants ; parents qui ne peuvent plus bénéficier de l'appui de la famille étendue ; épouse qui doit assumer les responsabilités familiales quand le père est absent trois semaines par mois, ou au contraire qui redevient enfant parce qu'elle vit avec ses enfants chez ses parents pendant l'absence du mari.

Un cadre de vie tributaire du politique et de l'économique

Le logement est un problème qui revient souvent : dans une société qui s'urbanise de plus en plus, il est peu abondant et donc cher ou exigü ou insalubre ou éloigné. De ce fait, les jeunes retardent le moment de se marier ou de fonder une famille. Pour les familles pauvres, après l'emploi, c'est le principal problème qui peut perturber le lien familial mais aussi la santé. En Amérique Latine, en Afrique, obtenir des papiers légalisant l'occupation d'un logement, aussi insalubre soit-il, est une vraie préoccupation.

Ce qui complique encore la vie et renforce l'exclusion dans les quartiers déshérités, c'est **le manque de services publics**, manque que la tendance à privatiser des gouvernements actuels ne contribue pas à résoudre : « A la dette extérieure, correspond bien souvent une dette sociale » dit une réponse d'Amérique Latine. C'est encore dans cette région que l'on signale le lien entre politiques sociales et travail, ce qui exclut davantage les familles des chômeurs. On voit apparaître des services publics pour les riches et d'autres pour les pauvres.

La santé est aussi fréquemment mentionnée dans les réponses comme un problème important pour les familles, accru par le manque de dispensaires. On rappelle l'incidence de la tuberculose, favorisée par les logements insalubres, et la malnutrition qui se généralise partout dans les classes pauvres. Il y a le sida, signalé avec insistance en Afrique, avec son cortège d'orphelins et d'enfants séropositifs, mais il ne faut pas oublier la malaria et les maladies sexuellement transmissibles qui sont d'autant plus présentes que la prostitution augmente.

On signale le prix inabordable des médicaments et le peu d'impact de la recherche internationale sur la santé des familles africaines. Les limitations de remboursement, comme au Canada, rendent plus difficile l'accès aux soins.

On rappelle que, si l'avortement est interdit dans beaucoup de pays, en particulier en Amérique Latine, de nombreuses femmes y ont recours clandestinement, avec les risques que cela comporte pour elles et par conséquent pour leur famille.

L'environnement est un souci relativement nouveau quand on parle des familles. En Europe on constate que l'environnement et la famille se retrouvent dans une préoccupation commune pour l'avenir ; la question relative à la recherche sur les OGM est soulevée.

Dans la plupart des continents, on évoque l'impact de la sécheresse, des inondations, du déboisement sur les familles rurales. Au Canada, on mentionne la tension sur le marché du travail entraînée par les changements dans l'exploitation des ressources naturelles : pêche, bois.

Un vivre ensemble à la recherche de valeurs

La pratique religieuse est signalée en diminution dans les pays à majorité catholique, battue en brèche par le matérialisme ambiant. Il y a un certain vide spirituel ; et une absence d'éducation religieuse alliée à de la tolérance mal comprise peut aboutir à un syncrétisme peu structurant d'où l'essor des sectes ou des fondamentalismes qui offrent un cadre et des certitudes rassurantes. Dans les grands ensembles urbains sans équipements décents viennent s'entasser de nouveaux arrivants. Chaque groupe exerce une pression sur l'autre voulant sauvegarder son identité ; des problèmes naissent des « luttes » entre les religions et les cultures auxquelles les différentes populations s'identifient.

Les structures religieuses continuent cependant à jouer un rôle social important dans l'éducation, la lutte contre la pauvreté et le respect des droits de l'Homme.

Les médias sont unanimement critiqués dans les réponses reçues parce qu'ils contribuent à brouiller le sens des valeurs « ils banalisent l'infidélité conjugale, le divorce, l'avortement, l'homosexualité, la pornographie, la violence » dit une réponse euro-

péenne et une réponse africaine signale que « les feuillets importés aliènent les jeunes et nuisent à l'autorité des parents ». Malheureusement les institutions (classe politique, autorités religieuses, écoles) subissent une perte de confiance et ont du mal à faire prendre en compte des valeurs capables d'équilibrer l'influence des médias devenus les premiers éducateurs selon certains.

Une réponse américaine rappelle cependant, parmi les avantages des médias, que l'E-mail maintient le lien dans les familles séparées géographiquement.

La violence paraît en augmentation, violence familiale, mais aussi violence subie dans les communautés, au sein des métropoles où sévissent la promiscuité, la perte du lien social, le chômage et de nombreuses frustrations.

La guerre, civile le plus souvent, est également une triste réalité dont doivent tenir compte dans leur vie de tous les jours les familles résidant dans les zones de conflits, avec le sentiment de fragilité de leur existence et la précarité qu'entraîne l'insécurité. Elle est cause de nombreuses migrations familiales.

La vie d'une majorité de familles est donc marquée par une grande instabilité imposée par des circonstances économiques, politiques et sociales. Elles adoptent des stratégies de vie qui parfois resserrent les liens entre leurs membres malgré les difficultés, mais d'autres fois ne suffisent pas à maintenir l'intégrité familiale.

4. Evolution des politiques Familiales

L'ensemble des pays, dans les divers continents, signale l'existence de nouveautés, d'avancements, de changements dans les politiques familiales, les services sociaux, ou les actions menées dans leur pays, à l'exception de quelques-uns (Djibouti, Lituanie). Et quand des pays n'ont pas de politiques familiales spécifiques (Inde), des programmes d'éducation, de logement sont mis en place pour des groupes particuliers (enfants, jeunes, femmes, minorités).

Politiques et actions en matière de vie familiale

Plusieurs pays, surtout dans le monde industrialisé, ont pris des mesures favorables à l'aménagement de la vie des couples : congé parental, horaires de travail souples, crèches, garderies, cantines.

Partout des lois réglementent les conflits conjugaux et les divorces, interviennent pour la garde des enfants, le paiement des pensions alimentaires.

Certains pays proposent aux familles défavorisées une aide au logement ; il faudrait qu'ils soient plus nombreux à s'en préoccuper. Certains gouvernements ont mis en place une aide aux personnes âgées qui facilite le maintien des liens familiaux. Au Bénin, le Ministère de la Famille encourage le travail des femmes, principal soutien de la famille.

L'homosexualité, sujet longtemps tabou, apparaît plus ouvertement et semble pour certains se développer. Elle est parfois reconnue légalement ou tolérée ou vivement réprouvée. Certaines réponses se montrent inquiètes de cette reconnaissance : en France, le Pacte Civil de Solidarité (PACS) s'inscrit dans une politique de banalisation de l'homosexualité. Ceux qui s'expriment sur le sujet réproouvent l'adoption d'enfants par des couples homosexuels.

Plusieurs réponses déplorent que les politiques de lutte contre l'exploitation sexuelle, le trafic des enfants, l'exploitation au travail soient insuffisantes.

Une minorité regrette que beaucoup de politiques familiales aient tendance à renforcer l'individualisme et à favoriser la désintégration des familles.

Politiques et actions en matière de santé

Les avancées en matière de protection maternelle et infantile, de couverture médicale sont réelles, bien que jugées encore trop timides car essentielles au bien-être de la famille. Certaines réponses de pays développés ou en développement dénoncent le coût élevé des soins même pour les enfants.

L'avortement est un des grands sujets abordé dans les réponses ; la législation diverge selon les pays, certains l'autorisent, d'autres l'interdisent (en Afrique, en Amérique Latine) mais, dans les pays où il est interdit, cela n'empêche pas sa pratique illégale. L'autorisation de l'avortement est dénoncée dans plusieurs réponses et controversée par un certain nombre de jeunes. Dans certains pays, la pilule du lendemain est prescrite aux adolescentes sans l'accord parental.

Les pays mettant en place des centres de planning familial sont de plus en plus nombreux, à la satisfaction de beaucoup. Ils sont cependant diversement appréciés, ou même accusés de retombées néfastes par quelques-uns (Togo). Certains estiment leur action plus technique que valorisante, se bornant à distribuer la pilule sans mettre en avant le respect de la personne.

Les réponses abordant les politiques de lutte contre le sida et les maladies sexuellement transmissibles sont peu nombreuses ; celles des pays en développement regrettent que rien ne soit vraiment fait dans ce domaine, à part la recommandation de l'abstinence (Ghana) ou des préservatifs.

Enfin l'euthanasie est souvent citée pour signaler qu'elle est interdite par les législations et éventuellement contraire à la culture (Afrique). Des commentaires expriment un appui au développement des soins palliatifs et une réticence à l'acharnement thérapeutique.

Services sociaux

De nombreuses réponses se réjouissent qu'il y ait un développement des services sociaux en faveur des familles, spécialement

pour les familles défavorisées ou en difficulté, des familles monoparentales, des orphelins. Il en faudrait davantage. Trop souvent les aides répondent seulement à l'urgence et favorisent l'assistanat dénoncé en Europe et en Amérique du Sud. Dans cette dernière région, certains pays dénoncent la corruption et le clientélisme qui font écran à l'accès des services publics.

Malgré des millions de dollars affectés aux services sociaux, dit une réponse (Canada), la pauvreté, l'errance et la violence perdurent.

Politiques éducatives

De nombreux pays s'efforcent de mettre en place des politiques de promotion de l'éducation, et de la scolarisation, avec un accent sur l'égalité garçons/filles, spécialement en Afrique. Tous les pays s'efforcent de rendre une école primaire de qualité accessible à tous et le complément alimentaire qui y est souvent distribué est jugé indispensable pour de nombreux enfants.

Il y a encore beaucoup à faire pour favoriser l'accès d'un plus grand nombre à l'enseignement supérieur.

Des réponses jugent insuffisantes, incomplètes ou inappliquées les mesures prises par les Etats en matière d'éducation sexuelle (Amérique latine).

Politiques financières

Les appuis économiques et les mesures fiscales pour les familles existent mais sont estimés encore trop faibles ; ils varient selon les pays.

Parmi les actions positives, il faut mentionner les réductions d'impôt, l'accès et le soutien au micro-crédit, l'encouragement à des investissements étrangers créateurs d'emploi dans les pays pauvres. On signale qu'en République Dominicaine, il existe un programme de soutien aux familles si les enfants, même non déclarés, vont à l'école. En France, l'allocation de parent isolé donne une reconnaissance à la mère et lui permet d'élever plus sûrement son enfant.

Pour le négatif, les réponses citent l'omniprésence des allocations qui, parfois, entraînent à ne pas travailler et mènent à une dépendance préjudiciable à l'exercice des responsabilités familiales. La

facilité d'emprunter met certaines familles dans des situations de lourd endettement.

Ce chapitre ne pourrait se clore sans qu'il soit mentionné que certains pays ont élaboré et appliqué un Code de la Famille (Nicaragua et Panama) et que la famille est au centre d'un Livre Blanc en Italie.

L'évolution des politiques familiales appréciée par les uns, critiquée par les autres est une réalité. Bien souvent émergent des regrets sur l'insuffisance, l'inadaptation de ces politiques, leur inapplication, le manque de continuité ou de cohérence, le manque de financement.

PROPOSITIONS

On peut trouver dans les propositions des ONG qui ont répondu au questionnaire plusieurs caractéristiques communes :

- on doit toujours envisager, dans l'application des mesures concernant la famille, leur incidence sur l'ensemble de ses membres,
- ces mesures doivent susciter la participation des familles,
- dans la plupart des cas, les familles ont besoin de facilitateurs, non de personnes ou d'institutions qui assument leurs responsabilités,
- la meilleure façon d'agir en faveur des familles est un fonctionnement en réseaux car, les familles étant immergées dans des communautés et reliées à des institutions, l'ensemble doit évoluer de concert,
- les ONG, par leur connaissance du milieu et les structures qu'elles ont mises en place, peuvent être des partenaires importants des pouvoirs publics pour soutenir les familles.

1. Education

En raison des comportements nouveaux dans la famille et des transformations entraînées par les nouvelles technologies, beaucoup de réponses insistent sur l'éducation des parents, l'impact de l'école, complémentaire de la famille, le rôle des structures religieuses, des associations et des Etats dans une meilleure prise en charge des jeunes et des enfants. Mais rien ne se fait sans crédits, aussi de partout surgit une demande d'aides financières.

Education à la parentalité

C'est une demande fondamentale et générale « car l'expression de l'amour, le sens de la responsabilité ne sont pas évidents, surtout pour le premier enfant » ; une réponse suggère qu'un bon moment est celui de la grossesse et qu'il faudrait réaliser des petites brochures de lecture facile pour éclairer les futurs parents sur la santé, le développement, la psychologie de l'enfant et le rôle éducatif des parents.

Cette éducation à la parentalité permettrait de soutenir les parents dans l'exercice de leur autorité parentale et dans la transmission à leurs enfants, de la culture dont ils sont issus et des valeurs fondamentales. Il faut aussi faire comprendre aux parents l'influence de leur comportement sur la psychologie de l'enfant (par exemple, les conséquences de la séparation du couple).

Parmi les suggestions : organiser des cours à la télévision (langues, soins de santé...), organiser des ateliers de formations, élargir le rôle des consultations pré et post-natales.

Une association slovaque propose la création de « centres pour la famille » avec des travailleurs spécialisés en différents domaines : droit de la famille, sociologie, psychologie, médecine, sexologie, éthique, pédagogie, théologie...

Mais pour exercer un tel soutien, il faut surtout que les enseignants, les responsables des institutions sociales et confessionnelles soient mieux préparés et acceptent de dialoguer avec les parents.

Famille partenaire de l'école

Si la famille est reconnue comme le premier éducateur, tout le monde est d'accord pour souligner le rôle essentiel mais pas unique de l'école, à condition que les maîtres soient compétents. En Afrique ce souci est exprimé fortement, en particulier pour « mieux former les instituteurs de brousse ». On y souligne aussi les conséquences du sida sur le nombre d'enseignants bien préparés.

Certains vont plus loin et affirment que les parents doivent exiger de faire partie du système éducatif et que l'école doit être replacée dans son rôle éducatif complémentaire de celui de la famille.

On évoque la nécessité de se fixer un contrat d'objectifs communs entre parents et école et d'identifier des valeurs communes à enseigner. Des rencontres parents/maîtres sont à organiser pour harmoniser les méthodes et les techniques d'éducation. On suggère même parfois d'y associer les enfants. Les associations de parents d'élèves devraient être revitalisées pour renforcer les liens entre école et famille.

Si la famille doit garder le premier rôle dans l'éducation religieuse, celle-ci doit aussi entrer à l'école, en même temps que l'éducation civique et morale qui serait faite dans le secondaire par des spécialistes, y compris des juristes. Plusieurs réponses suggèrent que, dans toutes les écoles, une éducation à la culture religieuse, philosophique et humaniste soit obligatoire, tout en laissant une place à une éducation religieuse spécifique optionnelle.

Il faut soutenir les ONG dans leur rôle de facilitateur de la coopération famille/école et encourager le partenariat entre école formelle et école informelle qui permet d'atteindre des enfants difficilement scolarisables par le système officiel existant.

Éducation aux valeurs

La famille et l'école doivent s'ouvrir au monde ; il est demandé, dans une réponse d'Afrique, de créer un équilibre dans les centres scolaires de proximité entre l'utilisation de la langue vernacu-

laire et l'enseignement d'une langue d'audience internationale, permettant une sensibilisation à la dimension multiculturelle. Bien utilisé, internet doit également aider à atteindre cet objectif.

La première exigence est l'éducation aux devoirs en même temps qu'aux droits ; ensuite, la mise en place des concertations avec et entre les parents, suivant l'exemple de certains centres d'Amérique Centrale, pour les soutenir dans cette tâche ; enfin, l'appui aux associations qui encouragent l'éducation aux valeurs humaines et religieuses.

Une réponse propose des ateliers de réflexion pour les jeunes couples sur les valeurs familiales, la transmission de ces valeurs, l'état actuel de la famille et les moyens pour résoudre les problèmes rencontrés.

On suggère aussi de travailler en réseau, école, parents, structures religieuses, institutions sociales, ONG, pour promouvoir les valeurs de tolérance, du vivre ensemble, de l'interculturel.

Eduquer plus largement à l'écoute et à la résolution des conflits, favoriser le dialogue dans les familles, former des professionnels à cet effet ainsi que des spécialistes pour familles et enfants en difficulté sont des propositions qui reviennent souvent.

Education à la sexualité

Il faut éduquer les enfants et les adolescents à la sexualité, et, pour le long terme, leur apprendre à être des futurs parents responsables ; ne pas négliger une meilleure connaissance de son corps et les méthodes naturelles de contraception ; mettre largement en oeuvre une prévention du sida ; créer des centres d'accueil et de conseil pour les couples, les familles, les jeunes. En Amérique du Sud, on insiste sur le fait que l'éducation sexuelle doit être intégrée dans les programmes scolaires. Les associations qui travaillent pour prévenir le sida et les maladies sexuellement transmissibles dans les pays en développement devraient bénéficier de davantage de soutien.

Il est jugé important que les thématiques se référant à l'abus sexuel et aux violences sexuelles, particulièrement contre les enfants, fassent partie des cursus universitaires préparant aux métiers de santé, d'éducation, de police, de justice...

Des crédits pour l'éducation

Beaucoup de réponses à l'enquête suggèrent que des crédits divers soient trouvés :

- pour la formation permanente des professeurs en vue d'une éducation exigeant la coopération école/famille/société,
- pour offrir des bourses à des familles démunies,
- pour que toutes les filles soient scolarisées,
- pour un enseignement public accessible à tous,
- pour lutter contre l'abandon scolaire dû à la pauvreté ou à des cursus mal adaptés,
- pour des centres de recherche et de documentation dans les écoles,
- pour des soutiens extra-scolaires dans les familles et les cas à risque,
- pour l'éducation au civisme et à la tolérance.

Les ONG qui, pour la plupart, ont un volet éducatif dans leur action de terrain en faveur des familles, considèrent l'éducation comme une exigence prioritaire. Elle doit tenir compte de tous les membres de la famille et englober tous les aspects de la vie.

2. Science et éthique

Des besoins

L'idée commune est de protéger la famille, cellule de base de la société et porteuse de son avenir, contre tout développement scientifique qui puisse lui nuire. Il est sûr qu'avec la bioéthique, la famille est au cœur de l'évolution de la recherche actuelle.

Plusieurs principes de base doivent être affirmés sans relâche :

- on ne peut pas marchandiser l'être humain,
- les lois doivent prendre en compte la dignité de la personne,
- en matière d'éthique, on ne peut imposer ce qui est contraire à la conviction morale profonde de la personne,
- il faut éduquer au respect de la vie et à ce que cela entraîne comme responsabilité.

Toutes les réponses montrent un certain désarroi devant la complexité des problèmes et mentionnent l'importance du rôle de l'état dans la législation comme dans le financement : il est urgent de légiférer, précisent des réponses de Nouvelle Zélande ou de Lituanie. On insiste aussi sur la nécessité de développer son esprit critique car les orientations politiques et l'information, relayées par les médias, sont parfois biaisées sur le plan moral.

Les réponses au questionnaire sont généralement plus développées dans les pays actifs dans la recherche scientifique.

Des moyens

Une tentation dans les réponses est de préconiser le ralentissement du développement scientifique, mais on insiste plutôt sur une meilleure information et une meilleure formation, à l'initiative de l'Etat, du monde universitaire, des structures religieuses ou de la société civile, favorisant le dialogue et l'établissement de passerelles entre les différents points de vue et les enjeux à long terme :

- « *Pour que les familles restent une école de vie et de valeurs humaines et chrétiennes, il faut qu'elles disposent*

d'une information honnête et complète sur les nouvelles façons de naître, de survivre et de mourir » (réponse d'Argentine).

On recommande la création d'un Comité d'Éthique National de haute tenue et crédible là où il n'existe pas et de comités ou d'ateliers d'éthique dans les hôpitaux, les universités, les paroisses.

On recommande l'élaboration de publications de la part des structures religieuses et des instances éducatives ciblées sur différents publics : parents, enseignants, jeunes. Il faut aussi des publications de jeunes pour les jeunes. On devrait également se servir davantage des médias (radio, télévision, internet) pour faire connaître les véritables enjeux et rendre simple sans rendre simpliste.

Les parents ont particulièrement besoin d'être informés et formés dans le domaine du diagnostic pré-natal, de la fécondation in vitro, de la recherche des anomalies, de la thérapie génique. Une réponse de Russie signale l'existence récente d'un institut dans sa ville produisant des enfants à la demande pour 7000 \$. A l'autre bout de la vie, il faut revaloriser la vieillesse, garder les seniors actifs, créer davantage de centres de soins palliatifs, préciser où commence l'acharnement thérapeutique.

Le clonage est peu cité et quand le problème est abordé, le clonage reproductif est rejeté.

Quant au contrôle des naissances, il doit être traité sous l'angle de la responsabilité des futurs parents. Au Sénégal, on rappelle l'importance de la maîtrise de la fécondité pour le développement du pays.

Des attentions particulières

La société civile devrait être plus présente dans le domaine de l'éthique et se préoccuper plus largement du « Bien Commun » car jusqu'ici elle s'est surtout souciée, par le biais des associations, des problèmes économiques :

- « Il serait souhaitable de créer des espaces de réflexion sur la portée collective du comportement personnel pour une éthique de la co-responsabilité communautaire » mentionne une réponse Burkinabe.

Les avancées de la science, y compris en matière de génétique, n'arrivent pas ou peu jusqu'aux familles les plus pauvres ainsi qu'aux pays en développement et cela, en soi, est une atteinte à l'éthique : les pouvoirs publics et l'entraide internationale devraient y remédier. On rappelle l'importance de la recherche en agriculture qui concerne l'activité d'une grande partie de l'espèce humaine et la survie de tous.

Le renforcement de la justice, de la tolérance et de la paix, les droits des plus faibles, la lutte contre la corruption, la dénonciation des abus, la revalorisation de l'adulte et de la personne âgée aux dépens du « jeunisme » si à la mode, appartient aussi au domaine de l'éthique.

Parmi les thèmes plus quotidiens que la bioéthique qui méritent aussi notre réflexion, on cite :

- l'environnement avec les retombées de la science sur l'eau, l'air, l'agriculture,
- les rapports hommes/femmes,
- la santé, y compris la santé reproductive,
- le développement,
- les droits humains,
- etc...

Pour résumer le sentiment général, il faut mettre les avancées de la science, au service de la qualité de vie de toutes les familles.

3. Culture et développement

Famille et valeurs

Autour du mot culture, on relève une certaine ambiguïté : d'une part on affirme que la transmission de la culture que l'on vit tous les jours, et qui est donc bien vivante, doit se faire en même temps que la transmission des valeurs au sein des familles. Mais d'autre part, on dit que la crise économique et la mondialisation déstabilisent l'identité culturelle des pays et que l'héritage culturel familial disparaît.

Il faut soutenir les familles (et même faire des campagnes en faveur de la famille, disent des réponses espagnoles et lituanienes) car leur enracinement dans le temps et dans l'histoire est la base sur laquelle se construisent l'identité de la personne et l'ouverture à l'autre. Sans transmission des valeurs, transmission qui commence dans la famille, l'identité nationale et religieuse ne peut se développer harmonieusement.

Mais quelles valeurs ? la réponse n'est pas toujours évidente quand on considère par exemple un questionnaire russe où il est précisé que : « 40% des femmes interviewées se plaignent qu'il est difficile d'élever les enfants selon les idées et les principes qu'on avait auparavant sur la façon de vivre dans la société (être honnête, généreux, chercher à être bien instruit...) car cela les empêchera de réussir dans la vie ».

Il est important de soutenir le rôle positif des grands-parents et de favoriser les relations intergénérationnelles pour la transmission des valeurs.

Famille et lien social

On suggère de travailler à retisser le lien social dans les familles et entre les familles dans les communautés, de façon à renforcer le sentiment d'appartenance, la tolérance et la participation citoyenne. Dans cette optique, des centres communautaires de quartier, confessionnels ou non, seraient très utiles pour développer le travail coopératif, les loisirs, le sport, la fête, la mise en valeur de l'artisanat et de la littérature locale.

- En France, on propose de revaloriser la vie des quartiers et des villages, plus proches des familles, et de réfléchir sur la notion de « vivre bien » ; on signale les bienfaits des congés parentaux et de la redécouverte du temps consacré à la famille pour construire une identité cohérente dans le respect de chacun de ses membres.
- Au Brésil on demande également de préserver la vie dans les campagnes par le soutien de l'activité agricole, la promotion d'une politique facilitant l'accès à la propriété des terres, et les prêts pour leur exploitation. On demande également la mise en valeur des régions encore peu développées tout en défendant les droits des familles autochtones.
- Au Burkina Faso, on fait plusieurs propositions :
 - organiser chaque année une fête de la famille,
 - encourager chaque école de brousse à écrire l'histoire du village, favoriser les vacances dans les familles d'origine (retour aux sources) pour les citadins,
 - valoriser les différentes langues du pays, favoriser les échanges entre familles de culture différente,
 - créer des espaces de rencontre entre jeunes et personnes âgées porteuses de mémoire,
 - mettre fin énergiquement à certaines coutumes nocives (excision, inégalité garçon/fille, condition des veuves) en principe interdites par la loi.

Famille et identité

On insiste généralement sur la nécessité d'un travail commun, école, communautés, structures religieuses, ONG, pour mettre en lumière le patrimoine culturel des communautés, le rôle des familles dans la transmission de ce patrimoine, et la façon de surmonter les difficultés qu'elles rencontrent dans cette transmission

Une réflexion commune des familles avec des professionnels formés de façon adaptée, leur permettrait de mieux comprendre ce qu'elles vivent et d'identifier les savoir-faire sur lesquels s'appuyer pour participer au développement.

Ecole, travailleurs sociaux et famille doivent aider l'enfant à la recherche de sa propre identité, transmettre l'identité culturelle

nationale tout en ouvrant sur la diversité. Une réponse française évoque la rupture dramatique causée par le placement des enfants (issus presque toujours de familles très pauvres), à la suite d'une décision des structures d'aide sociale, les parents étant jugés incapables d'élever leurs enfants. Une réponse néo-zélandaise dit : « Les grands-parents sont une merveilleuse source de transmission de l'histoire familiale et de la relation de la famille avec l'Histoire ».

L'école et les institutions du pays d'accueil doivent sensibiliser les familles migrantes à l'importance de connaître et respecter la culture du pays pour faciliter l'intégration, sans dévaloriser la culture d'origine.

L'éducation permanente de tous les membres de la famille permettra le développement de la culture, de même que le faible coût des activités culturelles proprement dites. Au Bénin, on souligne le rôle de l'alphabétisation des mères pour écrire et transmettre l'histoire de leur famille.

L'Etat, à travers l'école et la distribution de bourses, doit encourager les échanges interculturels entre jeunes et soutenir les actions qui favorisent le développement culturel des familles. L'enseignement de l'histoire nationale doit être revalorisé, y compris l'histoire récente.

Une tâche trop négligée des médias est de contribuer à faire vivre la culture locale, nationale et de faire connaître la culture internationale.

Les cultures minoritaires doivent être préservées et mieux connues.

Bref, il faut veiller à mettre ou à maintenir les personnes et les familles au centre du développement, en préservant la continuité du temps et de l'espace.

4. Communication

Les médias, éléments incontournables de la communication et de la vie quotidienne dans tous les pays du monde sont vivement critiqués et font l'objet de souhaits pressants.

Leur impact est souvent dénoncé comme nocif et même destructeur pour les familles. Comme le signale l'Amérique Latine la culture médiatique s'est dégradée et dégrade à son tour les conduites familiales et sociales car les médias prônent trop souvent l'accumulation de richesses, la violence, la transgression, l'abus de pouvoir.

Pour une moralisation des médias

La violence, le sexe, l'appel au consumérisme font la une de tous les médias : télévision, radio, publicité, magazines, cinéma, internet. Et c'est d'autant plus grave qu'en Australie on affirme : « tous les médias influencent notre façon de penser ». Les réponses font état de la fréquente démission des parents devant les médias.

L'unanimité se fait pour réclamer une éthique et une moralisation des moyens de communications oraux, comme écrits. Il y a péril à concentrer les médias dans les mains de quelques producteurs qui déversent des films étrangers et des émissions qui ne sont pas en accord avec la culture du pays. Ce n'est pas cependant une fermeture à ce qui est étranger : une réponse de Namibie le dit bien : « La diversité culturelle doit être respectée, nous devons à la fois accepter les autres cultures et garder la nôtre » et au Bénin on ajoute que, grâce à la télévision, on peut connaître la vie des pays développés pour s'en inspirer.

Les valeurs familiales sont le plus souvent inexistantes, voire maltraitées, dans les médias, cela nécessite une mobilisation des communautés et de l'état.

Chaque pays souhaite donc que l'Etat contrôle la production des émissions de télévision, des vidéo-cassettes, des sites internet, de la publicité. En Amérique latine on évoque la nécessité de « l'élaboration d'une politique de régulation des médias » et en Europe « une éthique dans les médias et la promotion d'une des-

cription équilibrée de la réalité ». Certains rappellent que le boycott par les consommateurs peut être une arme efficace.

On propose une formation des personnes travaillant dans le secteur des médias afin d'apporter une amélioration de la qualité des productions. L'Etat, par des incitations financières et des accords avec les sociétés de production, peut favoriser des émissions de qualité (gratuites précise-t-on en Amérique Latine) et ainsi faire passer des « enseignements constructifs capables de contrebalancer la culture de mondialisation dans l'esprit des jeunes » (Afrique).

Pour des médias éducatifs et une éducation aux médias

Encourager des médias éducatifs, en particulier une télévision éducative, est un impératif pour tous, pays développés comme pays en développement.

L'Europe voudrait « un apprentissage au discernement des parents et des enfants afin d'apprécier les richesses mais aussi de mesurer les risques de la consommation de médias ». Les enfants ont besoin d'un « passeur » pour tirer le meilleur des moyens de communication. L'Australie souhaite une formation des parents dans ce sens. Même la publicité peut avoir un effet pernicieux si elle n'est pas contrôlée et décryptée. Une proposition insiste pour que l'éducation aux médias soit donnée aux enfants dès le plus jeune âge. Les parents des familles démunies ont besoin d'être épaulés dans ce rôle d'éducateur.

En Europe, une suggestion : « pour qu'elle ne disparaisse pas sous la pression de la communication orale, que l'on valorise la communication écrite en insistant sur la formation littéraire. » L'école ne manque-t-elle pas à son rôle en s'inspirant trop souvent des émissions et du vocabulaire de la télévision sous prétexte d'intéresser les élèves ?

Les nouvelles technologies de l'information (TIC) sont moins souvent citées que la télévision mais font également l'objet de propositions. Pour le Ghana, le gouvernement doit promouvoir les TIC « pour que tous puissent en tirer des avantages économiques et éducatifs. » En Australie, on suggère qu'un meilleur financement des médias éducatifs amènerait une amélioration de la connaissance. En Amérique du Nord, des réponses proposent des

prêts sans intérêt qui permettraient aux familles de s'équiper en matériel.

Partout on espère qu'un meilleur accès pour tous aux TIC comblera le fossé entre riches et pauvres, entre ville et campagne.

Une réponse d'Afrique juge nécessaire un contrôle du rapport coût/efficacité des programmes nationaux concernant l'usage de ces nouvelles technologies.

Certes, les médias sont contestés, mais ils sont reconnus comme incontournables, indispensables et pouvant apporter le meilleur ainsi que le constate l'Amérique Latine : « la bonne communication est le fondement des relations interpersonnelles et éducatives ».

Les nouvelles technologies de la communication, la télévision, si elles sont de qualité et bien utilisées, sont un moyen formidable de rassembler les familles.

5. Sciences sociales et humaines

Les réponses insistent d'une façon générale, sur la nécessité d'œuvrer pour une meilleure répartition des richesses, la protection des plus faibles, et une amélioration de la qualité de la vie des familles. La connaissance et le respect des droits de l'Homme sont considérés indispensables.

Sont souvent soulignés le rôle des organisations d'action sociale, confessionnelles ou non, dans cette lutte contre la pauvreté, ainsi que l'engagement insuffisant du monde des affaires et des pouvoirs publics.

Quelques grandes orientations sont discernables :

Mener à bien des recherches sur la pauvreté

C'est une demande, faite notamment en Europe et en Amérique latine, souhaitant que les sciences humaines soient mobilisées sur les causes de la pauvreté ; qu'ensuite, les résultats de cette recherche soit diffusés en direction des décideurs politiques et économiques, des structures religieuses, des travailleurs sociaux et des ONG ; qu'enfin, ces résultats soient adaptés en programmes communautaires avec la participation des familles concernées.

Lutter contre la pauvreté

Il est certain que pour le plus grand nombre de réponses, c'est la priorité ; tout doit être fait pour soutenir l'Etat et les collectivités publiques, les structures religieuses, les associations dans leur travail en faveur des familles les plus pauvres, dans tous les domaines où l'existence de celles-ci est fragilisée, car elles représentent l'avenir même de leur pays.

Bien entendu, au premier rang se trouve le chômage comme cause de la pauvreté des familles. Des mesures sont demandées, pour lutter contre le chômage et l'exclusion, mais aussi garantir l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la justice, à la promotion du développement. Des réponses du Burkina Faso proposent de revaloriser le travail à l'échelle familiale et d'encourager les initiatives du secteur marchand génératrices d'emplois et de revenus au niveau local.

C'est à la puissance publique qu'il est souvent demandé d'agir :

- par la recherche de la paix, la lutte contre les réseaux criminels, la corruption et le gaspillage des deniers de l'état,
- par la création d'un Ministère de la Famille, là où il n'existe pas, qui coordonne toutes les actions en faveur des familles,
- par une politique de l'emploi, des emplois de qualité,
- par un soutien général à la lutte contre l'exclusion :
 - soit directement par des programmes de soutien aux familles pauvres en répondant à leurs véritables besoins et sans nuire à l'autorité des parents, (l'Afrique cite l'importance du développement des cultures vivrières et du micro-crédit) ; des soutiens spécifiques devant cibler les familles immigrées pauvres ;
 - soit indirectement par la promulgation et l'application de lois économiques plus justes, notamment des avantages fiscaux, pour favoriser les familles qui supportent les charges les plus lourdes dans la société et sont, pour elle, porteuses d'avenir ;
 - parmi les soutiens indirects, figure aussi l'encouragement au bénévolat, proposé par le Canada, et une meilleure coopération avec les ONG d'action sociale.

Ainsi il est demandé, en Europe, d'aider et de financer des centres sociaux pour les familles et les jeunes, d'encourager les municipalités et les services sociaux à être plus accessibles et plus à l'écoute des familles, d'aider les plus vulnérables à trouver du travail, d'encadrer et éventuellement de sanctionner les organismes de prêt aux familles, et d'accroître le prestige de la famille dans la société.

En Amérique latine, l'accent est mis sur l'accès aux services sociaux et la nécessité pour la société civile de s'organiser en réseaux : elle serait ainsi plus efficace dans ses actions et mieux à même de faire pression pour des politiques cohérentes d'appui aux familles.

En Asie, des réponses demandent de faciliter le retour des travailleurs d'outre-mer et de réguler le travail des enfants.

Promouvoir les valeurs véhiculées par la famille

Ce souhait vient particulièrement d'Asie, mais aussi d'Australie où il est demandé à l'Etat d'aider les parents dans leur rôle de transmission de valeurs permettant à la société d'être plus équilibrée, plus ouverte et plus juste : confiance en l'autre, honnêteté, solidarité, sens de l'effort, citoyenneté, tolérance...

En Amérique Latine, il est souvent rappelé le rôle que peut avoir la société civile pour le lobbying en faveur des valeurs familiales, par des opérations de boycott, des manifestations, des articles et des publicités...

Favoriser l'exercice des libertés et droits fondamentaux

Les réponses d'Amérique Latine sont très axées sur l'application de tous les droits et sur la connaissance de ces droits par les familles, y compris les plus démunies. Des réponses d'Afrique signalent l'importance particulière pour les femmes de connaître leurs droits.

L'Etat doit mieux lutter contre l'exclusion et la marginalisation, particulièrement celle des enfants, souvent héritée des parents, en assurant l'accès aux libertés et aux droits fondamentaux (droit à l'éducation, aux soins de santé, à la justice, au développement).

En Inde, en Afrique, on demande aussi aux gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour que tout être humain ait droit au savoir et que les droits des personnes âgées ou handicapées soient respectés.

L'Etat doit aussi se préoccuper de la protection des plus vulnérables : en Amérique du Nord on demande qu'une attention spéciale soit portée aux femmes et aux enfants par des aides économiques mais aussi par une assistance juridique, alors qu'en Asie du Sud Est, c'est la protection de ces personnes contre les risques de la prostitution et de la drogue qui est visée.

Les réponses insistent sur le rôle de premier plan joué naturellement par les familles dans la protection des droits des plus vulnérables de leurs membres, enfants, chômeurs, handicapés, personnes âgées : cela fait partie des multiples ressources de la famille, c'est pourquoi il est important que l'Etat la soutienne.

Résoudre le problème du logement

Ce problème est très présent dans les réponses, particulièrement en Europe où l'on souhaite « que toutes les familles soient assurées d'un logement sain dans un environnement sain ». En Amérique Latine, le logement des plus pauvres est bien souvent insalubre et illégal. Il est demandé aux gouvernements de s'appuyer sur la culture d'entraide mutuelle pratiquée dans ces banlieues défavorisées, « villas miserias », pour entreprendre des campagnes de réhabilitation.

On doit favoriser, par le logement, une plus grande mixité sociale, favorable à l'intégration du plus grand nombre, alors que cette mixité a pratiquement disparu dans les grandes métropoles.

Enfin, dans le cadre d'un soutien à la famille, des suggestions qui concernent l'action de tous sont avancées :

- renforcer la prévention et mettre en œuvre un accompagnement soutenu des familles les plus en difficulté : grande pauvreté, placement des enfants, handicaps, drogue, sida, sectes délinquance...
- développer concertation et information avant la prise de décisions concernant la famille,
- évaluer l'application des lois destinées à soutenir la famille ; les ONG commencent à s'engager sérieusement dans cette voie,
- développer la solidarité et la prise de conscience que tous sont concernés par la lutte contre les pauvretés et les injustices dans un monde devenu interdépendant.

Des mesures sociales et économiques, impliquant le secteur public mais aussi la société civile, sont indispensables pour soutenir les familles dans leurs multiples rôles. Les familles démunies doivent être au centre des préoccupations nationales et internationales.

Conclusion

Au terme de cette enquête, les résultats montrent une étonnante convergence : partout dans le monde, les changements concernant la structure familiale se sont accélérés au cours de la dernière décennie. Les évolutions socio-économiques et les migrations dues à la mondialisation ont provoqué la fragmentation des groupes familiaux et le délitement des réseaux communautaires. A l'intérieur de la famille - qui revêt différentes formes - les rôles des divers protagonistes se sont modifiés. Ces bouleversements ne vont pas sans créer des obstacles à son bon fonctionnement.

Mais, malgré tout, la famille demeure la cellule de base de la société et, comme telle, elle a droit au soutien et aux encouragements des Etats et des institutions.

Face à la forte demande d'éducation dans tous les domaines constatée dans l'enquête, il faut redire que la famille est le premier lieu de l'éducation. C'est là où l'enfant apprend à vivre les valeurs qui le guideront : l'amour, la solidarité, l'ouverture à l'autre, le respect de la vie. C'est dans sa famille qu'il acquiert son identité et qu'il fait l'expérience d'une vie spirituelle selon la tradition familiale. L'école prend le relais avec l'enseignement des savoirs fondamentaux et l'ouverture sur le monde.

Mais la famille rencontre des difficultés et subit des influences contradictoires : pauvreté, dispersion des familles, matérialisme, rôle des médias et groupes sociaux divers. Il faut donc soutenir les familles ; plusieurs pistes sont suggérées dans les réponses :

- mener des recherches sur la pauvreté et l'exclusion pour lutter contre elles plus efficacement,
- fournir aux parents des opportunités pour mieux assumer leurs responsabilités éducatives,
- permettre aux parents d'offrir à leurs enfants une éducation scolaire de qualité,
- favoriser le partenariat entre l'école et les familles.

Autre raison pour les Etats et les décideurs d'apporter leur soutien : **c'est la famille qui façonne les futurs citoyens.** Elle aide les enfants à devenir autonomes, elle leur donne peu à peu des responsabilités

à leur mesure qui les préparent à prendre plus tard un rôle actif dans la société et le développement de leur pays. En effet, la variété de relations qui s'entrecroisent au sein de la famille alimente et détermine tout autre type d'associations humaines, depuis la relation personnelle jusqu'à l'Etat lui-même. La famille est le lieu privilégié pour l'échange entre les générations et le partage avec ceux qui ne peuvent se suffire à eux-mêmes : c'est le premier laboratoire d'une éthique sociale. Mais cette fonction de la famille est contrariée par le goût du profit, la corruption, la violence, la guerre... Les participants à l'enquête recommandent aux décideurs un certain nombre de mesures et parmi celles-ci :

- introduire ou réintroduire l'enseignement du civisme et de la culture religieuse, philosophique et humaniste, en particulier à l'école,
- retisser le lien social dans les familles et entre les familles, par exemple en favorisant une production de qualité dans les médias,
- encourager la transmission de l'héritage culturel, tout en ouvrant sur la culture de l'autre,
- favoriser la participation des familles dans l'élaboration des décisions concernant l'avenir des sociétés, en matière de bioéthique, d'environnement, de solidarité nationale et internationale...

Comme composante de base de la société, la famille est la plaque tournante de toutes les activités de la vie privée et sociale : procréation, éducation, éthique, culture, économie, communication... Les Etats doivent donc veiller à **mettre les questions familiales au cœur de toutes les politiques** y compris de celles qui n'ont apparemment pas de relation directe avec la famille mais dont les retombées ne manqueront pas - par le biais des individus concernés - d'influer sur le fonctionnement de la cellule familiale.

Malgré les difficultés rencontrées, la famille demeure donc indispensable à cause des multiples fonctions qu'elle remplit. Son bon fonctionnement et son bien-être concernent la société tout entière, c'est pour cela qu'elle doit être soutenue de façon coordonnée par les Etats, les institutions et les diverses organisations de la société civile. **Les ONG qui ont répondu ne demandent en aucun cas que l'on agisse à la place des familles, mais que l'on renforce leurs multiples ressources.**

Cette enquête a fait ressortir des urgences et des demandes : il reste à souhaiter avec force qu'elles soient prises en considération par les décideurs à tous les niveaux et qu'elles suscitent l'élaboration d'un texte international sur la famille.

Pour le PARTAGE

1. Depuis 12 ans, qu'a mis en place votre communauté éducative pour tenir compte des situations variées des familles (par exemple sur les plans économique, relations des couples, relations parents-enfants, accompagnement spirituel, création de matériels...).
2. Quelles conclusions du Bulletin N°245 avez-vous concrétisées.
3. D'après vous quelles sont les tendances actuelles de la vie des Familles de votre région ?

Pays d'origine des reponses

AFRIQUE

Afrique du Sud – Bénin – Burkina Faso – Cameroun – Djibouti – Ghana – Madagascar – Mali – Maurice – Namibie – Togo

AMERIQUE LATINE

Argentine – Bolivie – Brésil – Colombie – Cuba – Equateur – Guatemala – Haïti – Mexique – Nicaragua – Panama – Paraguay – Pérou – Saint Domingue – Uruguay – Vénézuéla

AMERIQUE DU NORD

Canada – USA

ASIE

Chine – Inde – Macau – Philippines

EUROPE

Angleterre – Belgique – Biélorussie – Espagne – Finlande – France – Grèce – Italie – Lituanie – Luxembourg – Malte – Pologne – République Tchèque – Russie – Slovaquie – Suisse – Ukraine

OCEANIE

Australie – Nouvelle Zélande

Membres du groupe ONGC/Famille

- Association Catholique Internationale de Services pour la Jeunesse Féminine (ACISJF).
- Association Internationale des Charités (AIC).
- Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE).
- Caritas Internationalis.
- Organisation Mondiale des Anciens Elèves de l'Enseignement Catholique (OMAEEC).
- Office International de l'Enseignement Catholique (OIEC).
- Pax Christi International.
- Union Mondiale des Organisations Féminines Catholiques (UMOFC).
- Avec la contribution du Centre Catholique pour l'UNESCO (CCIC).
- Les ONG Catholiques membres du Groupe « Famille » sont actives dans 180 pays et représentent plus de cent millions de personnes.

SOMMAIRE

Présentation	5
Introduction	7
CONSTATS	9
1. Evolution des structures et des modeles	11
2. Evolution des comportements	15
3. Evolution de l'influence sur la Famille des grands problèmes de société	21
4. Evolution des politiques Familiales	27
PROPOSITIONS	31
1. Education	33
2. Science et éthique	37
3. Culture et développement	41
4. Communication	45
5. Sciences sociales et humaines	49
Conclusion	53
Pour le PARTAGE	56
Pays d'origine des reponses	57
Membres du groupe ONGC/Famille	58